

SÉANCE DU 07 JUILLET 2021

Le sept juillet deux mille vingt-et-un à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 1^{er} juillet 2021, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, M. PAGA, M. LANZUTTI, Mme TAUZIN, M. DURRIEU, Mme TOUTAIN, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : Mme MONTIGNY-CAPIES a donné pouvoir à Mme ARMELLINI, M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme GIRARD, Mme SAUX a donné pouvoir à M. MARQUET.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme ESQUERRA

Secrétaire de séance : Mme GIRARD.

Objet : N° 027/2021 - Demande d'acquisition d'une parcelle communale sur la zone de Belloc-Immo zen concept.

Rapporteur : monsieur Marquet

La commune a été saisie par la société Immo zen concept d'une demande d'acquisition d'une parcelle de 6 300 m² située sur la zone d'activité de Belloc, à détacher de la parcelle cadastrée section AR n°128.

L'objectif du porteur de projet est d'installer un consortium d'entreprises. Le prix de vente a été évalué par les Domaines à 6,50 euros par mètre carré.

Toutefois, conformément à la politique de soutien à l'économie locale poursuivie par la municipalité depuis de nombreuses années et considérant que ces terrains ne bénéficient pas d'assainissement collectif, la commune a fixé le prix à 5 euros par mètre carré. Madame le Maire vous propose donc de maintenir ce prix de 5 euros nets vendeur.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la demande formulée par l'entreprise Immo zen concept,
Vu l'avis des Domaines,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

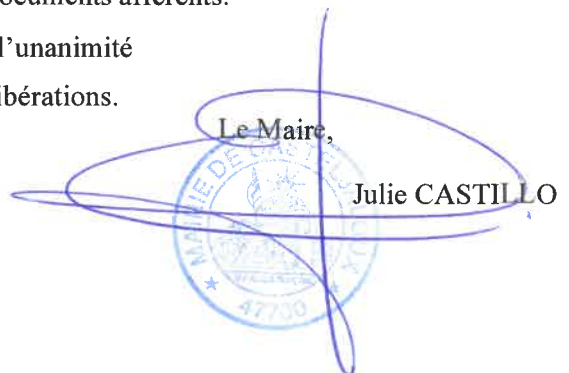
- de céder à la société Immo zen concept ou toute autre personne morale s'y substituant, une parcelle communale située sur la zone d'activité de Belloc, à détacher de la parcelle cadastrée section AR n°128, d'une contenance totale de 6 300 m², au prix de 31 500 euros nets vendeur,
- de prévoir que les frais de géomètre et d'enregistrement soient à la charge de l'acquéreur,
- d'autoriser madame le Maire à signer tous documents afférents.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**

SÉANCE DU 07 JUILLET 2021

Le sept juillet deux mille vingt-et-un à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 1^{er} juillet 2021, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, M. PAGA, M. LANZUTTI, Mme TAUZIN, M. DURRIEU, Mme TOUTAIN, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : Mme MONTIGNY-CAPIES a donné pouvoir à Mme ARMELLINI, M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme GIRARD, Mme SAUX a donné pouvoir à M. MARQUET.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme ESQUERRA

Secrétaire de séance : Mme GIRARD.

Objet : N° 028/2021 - Demande d'acquisition d'une parcelle communale sur la zone de Belloc-Copland.

Rapporteur : monsieur Marquet

La commune a été saisie par la société Copland d'une demande d'acquisition d'une parcelle de 8 000 m² située sur la zone d'activité de Belloc, à détacher de la parcelle cadastrée section AR n°128.

La société Copland est aujourd'hui déjà installée sur la zone de Belloc, mais elle souhaite disposer d'une parcelle plus importante pour pouvoir faire face au développement de ses activités.

Le prix de vente a été évalué par les Domaines à 6,50 euros par mètre carré.

Toutefois, conformément à la politique de soutien à l'économie locale poursuivie par la municipalité depuis de nombreuses années et considérant que ces terrains ne bénéficient pas d'assainissement collectif, la commune a fixé le prix à 5 euros par mètre carré. Madame le Maire vous propose donc de maintenir ce prix de 5 euros nets vendeur.

Madame le Maire vous propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la demande formulée par l'entreprise Copland,
Vu l'avis des Domaines,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- de céder à la société Copland ou toute autre personne morale s'y substituant, une parcelle communale située sur la zone d'activité de Belloc, à détacher de la parcelle cadastrée section AR n°128, d'une contenance totale de 8 000 m², au prix de 40 000 euros nets vendeur,
- de prévoir que les frais de géomètre et d'enregistrement soient à la charge de l'acquéreur,
- d'autoriser madame le Maire à signer tous documents afférents.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**

SÉANCE DU 07 JUILLET 2021

Le sept juillet deux mille vingt-et-un à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 1^{er} juillet 2021, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, M. PAGA, M. LANZUTTI, Mme TAUZIN, M. DURRIEU, Mme TOUTAIN, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : Mme MONTIGNY-CAPIES a donné pouvoir à Mme ARMELLINI, M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme GIRARD, Mme SAUX a donné pouvoir à M. MARQUET.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme ESQUERRA

Secrétaire de séance : Mme GIRARD.

Objet : N° 029/2021 - Subvention exceptionnelle à l'office de tourisme des Coteaux et Landes de Gascogne.

Rapporteur : madame Castillo

La commune a été sollicitée par l'office de tourisme pour une aide financière prenant la forme d'une remise de loyers pour l'année 2021.

En effet, la crise sanitaire a accru les difficultés financières de l'office de tourisme.

Or la subvention accordée par la communauté de communes -alimentée en grande partie par la taxe de séjour acquittée par les touristes- reste stable.

S'agissant d'une compétence de la communauté de communes, la commune ne peut en théorie intervenir.

Toutefois, il est possible pour la commune de verser une subvention exceptionnelle correspondant à la remise de loyers.

En conséquence, Madame le Maire vous propose d'accorder à l'office une subvention exceptionnelle de 12 000 euros correspondant au loyer de l'année 2021.

Madame le Maire vous propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- d'accorder à l'office de tourisme des Coteaux et Landes de Gascogne une subvention exceptionnelle de 12 000 euros,
- d'autoriser madame le Maire à signer tous documents afférents.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO



DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX

SÉANCE DU 07 JUILLET 2021

Le sept juillet deux mille vingt-et-un à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 1^{er} juillet 2021, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, M. PAGA, M. LANZUTTI, Mme TAUZIN, M. DURRIEU, Mme TOUTAIN, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : Mme MONTIGNY-CAPIES a donné pouvoir à Mme ARMELLINI, M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme GIRARD, Mme SAUX a donné pouvoir à M. MARQUET.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme ESQUERRA

Secrétaire de séance : Mme GIRARD.

Objet : N° 030/2021 - Création d'un poste de manager de commerce de centre-ville avec le soutien de la Banque des Territoires.

Rapporteur : madame Castillo

La commune a été labellisée au titre du programme « Petites villes de demain » le 15 décembre 2020, dont l'objectif est de décliner un programme d'actions visant à renforcer l'attractivité du centre-bourg de Casteljaloux.

En réaction à la crise sanitaire, la Banque des Territoires a proposé aux partenaires du programme des mesures pour soutenir les capacités de reprise des centres-bourg.

Une de ces mesures consiste à cofinancer un poste de manager de commerce de centre-ville pour une durée de 24 mois, dans la limite de 20 000 € par an.

Durant la crise sanitaire, la commune s'est fortement engagée dans le soutien au commerce local. En dépit de moyens limités, elle a organisé des solutions numériques de vente accessibles à tous les commerçants locaux. Au vu du contexte et de la nécessité de poursuivre la dynamique enclenchée, la commune souhaite s'engager dans le dispositif proposé par la Banque des Territoires et mettre en œuvre rapidement un plan d'actions.

A cette fin, la création d'un poste de manager de centre-ville a été sollicitée et acceptée. Les missions confiées à ce manager consisteront notamment à assurer l'accompagnement à l'installation et à développer l'e-commerce. Le manager exercera sa mission à hauteur d'un demi équivalent temp plein.

Pour formaliser ce partenariat, il est proposé d'autoriser madame le Maire à signer avec la Banque des Territoires une convention définissant les engagements réciproques de la commune et de la Banque des Territoires.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la labellisation « Petites villes de demain » de la commune du 15 décembre 2020,

AR Prefecture

047-214700528-20210707-2021_79-DE

Reçu le 09/07/2021

Publié le 09/07/2021

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

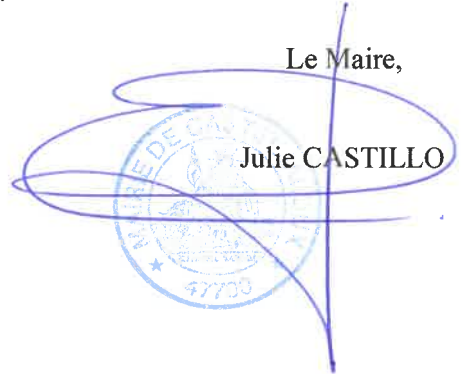
- d'approuver la création d'un emploi demi équivalent temps plein de manager de centre-ville, pour une durée de 24 mois,
- d'autoriser madame le Maire à signer avec la Banque des Territoires la convention de cofinancement de ce poste.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO



DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX

SÉANCE DU 07 JUILLET 2021

Le sept juillet deux mille vingt-et-un à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 1^{er} juillet 2021, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, M. PAGA, M. LANZUTTI, Mme TAUZIN, M. DURRIEU, Mme TOUTAIN, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : Mme MONTIGNY-CAPIES a donné pouvoir à Mme ARMELLINI, M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme GIRARD, Mme SAUX a donné pouvoir à M. MARQUET.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme ESQUERRA

Secrétaire de séance : Mme GIRARD.

Objet : N° 031/2021 - Refinancement de prêt.

Rapporteur : monsieur Marquet

Les conditions des marchés financiers sont actuellement très favorables et offrent des opportunités de taux très bas. C'est la raison pour laquelle il vous est proposé de rembourser le prêt structuré référencé MPH277442EUR contracté le 13 avril 2007 auprès de Dexia (SFIL) à l'aide d'un nouvel emprunt.

Ce remboursement anticipé aux conditions actuelles de marché a pour objectif de désensibiliser la dette de la commune à un moindre coût. Après rachat du prêt SFIL, la dette affichera un score Gissler de 1 A pour 92 % de la dette.

Le taux attendu sera inférieur ou égal à 0,57 %, contre 3,64 % actuellement.

Le remboursement anticipé a également pour objectif de reprofiler la dette pour alléger les annuités d'emprunt, là aussi à moindre coût. L'annuité diminuera d'environ 15 % les quatre premières années.

Pour refinancer le contrat de prêt désigné, je vous propose de recourir à un emprunt d'un montant global de 3 721 873,87€, comprenant le capital restant dû, à hauteur de 2 831 873,87 € et l'indemnité de remboursement anticipé, à hauteur de 890 000 € maximum. Le nouvel emprunt s'étalera sur une durée de 15 ans, contre 10 ans de durée résiduelle pour le prêt en cours.

Compte tenu de la forte baisse de taux, le coût net de l'opération s'élèvera à moins de 400 000€, soit un coût annuel de 25 000 € environ.

Pour conclure cette opération, Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

AR Prefecture

047-214700528-20210707-2021_80-DE
Reçu le 09/07/2021
Publié le 09/07/2021

Le Conseil municipal, après avoir pris connaissance de l'offre de financement de la Caisse Française de Financement Local et des conditions générales version CG-CAFFIL-2020-13 y attachées et après en avoir délibéré décide :

Article 1 : Principales caractéristiques du contrat de prêt

Prêteur : CAISSE FRANÇAISE DE FINANCEMENT LOCAL

Emprunteur : COMMUNE DE CASTELJALOUX

Score Gissler : 1A

Montant du contrat de prêt : 3 721 873,87 €

Durée du contrat de prêt : 15ans

Objet du contrat de prêt : à hauteur de 3 721 873,87 €, refinancer, en date du 01/12/2021, le contrat de prêt ci-dessous :

Numéro du contrat de prêt refinancé	Numéro de prêt	Score Gissler	Capital refinancé
MPH277442EUR	001	3E	2 831 873,87
TOTAL	—		2 831 873,87

Le montant total de l'indemnité compensatrice dérogatoire intégrée dans le capital du contrat de prêt de refinancement est de 890 000,00 €.

Le montant total refinancé est de 3 721 873,87 €.

Le contrat de prêt de refinancement est autonome du contrat de prêt refinancé et est exclusivement régi par ses stipulations.

Tranche obligatoire à taux fixe du 01/12/2021 au 01/12/2036

Cette tranche obligatoire est mise en place lors du versement des fonds.

Montant : 3 721 873,87€

Versement des fonds : 3 721 873,87€ réputés versés automatiquement le 01/12/2021

Taux d'intérêt annuel : taux fixe de 0.57%

Base de calcul des intérêts : nombre exact de jours écoulés sur les bases d'une année de 360 jours.

Echéances d'amortissement et d'intérêts : périodicité annuelle

Mode d'amortissement : constant

Remboursement anticipé :

En fonction de la date d'échéance d'intérêts de la tranche	Remboursement anticipé
jusqu'au 01/12/2034	autorisé pour le montant total du capital restant dû moyennant le paiement ou la réception d'une indemnité sur cotation de marché
au-delà du 01/12/2034 jusqu'au 01/12/2036	autorisé pour le montant total du capital restant dû sans indemnité

AR Prefecture

047-214700528-20210707-2021_80-DE

Reçu le 09/07/2021

Publié le 09/07/2021

Article 2 : Etendue des pouvoirs du signataire

Le représentant légal de l'emprunteur est autorisé à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt décrit ci-dessus à intervenir avec la Caisse Française de Financement Local.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO

Formalité de publicité effectuée le 09 JUL. 2021

DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX

SÉANCE DU 07 JUILLET 2021

Le sept juillet deux mille vingt-et-un à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 1^{er} juillet 2021, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, M. PAGA, M. LANZUTTI, Mme TAUZIN, M. DURRIEU, Mme TOUTAIN, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : Mme MONTIGNY-CAPIES a donné pouvoir à Mme ARMELLINI, M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme GIRARD, Mme SAUX a donné pouvoir à M. MARQUET.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme ESQUERRA

Secrétaire de séance : Mme GIRARD.

Objet : N° 032/2021 - Emprunt auprès de la Banque Postale pour le rachat d'un prêt.

Rapporteur : monsieur Marquet

La commune rembourse auprès du Crédit Agricole un emprunt (référéncé 134-86937712) dont le capital restant dû (hors indemnités de remboursement et financières et intérêts normaux) s'élève à 127 844,91 euros et dont le taux fixe s'élève à 5,40 %. La durée résiduelle de cet emprunt est de 8 ans et 10 mois.

Afin de réaliser des économies, je vous propose de racheter cet emprunt à un taux inférieur (0,61 %), grâce à un prêt de la Banque Postale, sur une durée de 7 ans.

Le besoin total de financement de l'opération s'élève à 137 164,07 euros, ce qui requiert la signature d'un emprunt de même montant.

Madame le Marie propose d'adopter la délibération suivante :

Après avoir pris connaissance de l'offre de financement et des conditions générales version CG-LBP-2020-11 y attachées proposées par la Banque Postale,

Et après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

Article 1 : Principales caractéristiques du contrat de prêt

Score Gissler : 1A Montant du contrat de prêt : 137 164,07 euros
Durée du contrat de prêt : 7 ans
Objet du contrat de prêt : financer le refinancement

Tranche obligatoire à taux fixe jusqu'au 01/10/2028

Cette tranche obligatoire est mise en place lors du versement des fonds.

Montant : 137 164,07 euros

AR Prefecture

047-214700528-20210707-2021_81-DE
Reçu le 09/07/2021
Publié le 09/07/2021

Versement des fonds : à la demande de l'emprunteur jusqu'au 02/09/2021, en une fois avec versement automatique à cette date

Taux d'intérêt annuel : taux fixe de 0,61%

Base de calcul des intérêts : mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours

Echéances d'amortissement et d'intérêts : périodicité annuelle

Mode d'amortissement : échéances constantes

Remboursement anticipé : autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle

Commission

Commission d'engagement : 200,00 euros

Article 2 : Etendue des pouvoirs du signataire

Le représentant légal de l'emprunteur est autorisé à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt décrit ci-dessus à intervenir avec La Banque Postale.

Formalité de publicité effectuée le **09 JUL. 2021**

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**

SÉANCE DU 07 JUILLET 2021

Le sept juillet deux mille vingt-et-un à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 1^{er} juillet 2021, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, M. PAGA, M. LANZUTTI, Mme TAUZIN, M. DURRIEU, Mme TOUTAIN, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : Mme MONTIGNY-CAPIES a donné pouvoir à Mme ARMELLINI, M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme GIRARD, Mme SAUX a donné pouvoir à M. MARQUET.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme ESQUERRA

Secrétaire de séance : Mme GIRARD.

Objet : N° 033/2021 - Rapport du service public délégué du casino.

Rapporteur : madame Castillo

L'article L. 1411-3 du code général des collectivités territoriales dispose que « le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public ».

L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Dans ce cadre, Madame le Maire propose d'examiner le rapport sur la délégation de service public du casino.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

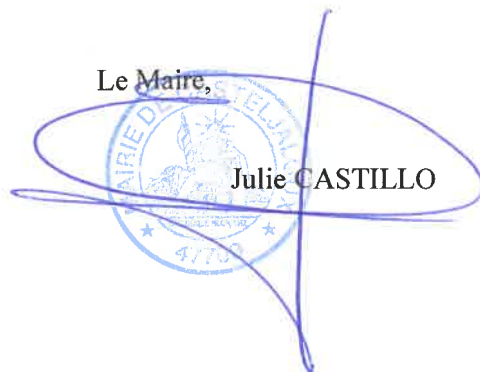
Vu l'article L.1411-3 du CGCT,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal prend acte du rapport annuel du délégataire du casino de Casteljaloux.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**

SÉANCE DU 07 JUILLET 2021

Le sept juillet deux mille vingt-et-un à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 1^{er} juillet 2021, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, M. PAGA, M. LANZUTTI, Mme TAUZIN, M. DURRIEU, Mme TOUTAIN, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : Mme MONTIGNY-CAPIES a donné pouvoir à Mme ARMELLINI, M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme GIRARD, Mme SAUX a donné pouvoir à M. MARQUET.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme ESQUERRA

Secrétaire de séance : Mme GIRARD.

Objet : N° 034/2021 - Castel Chalets Agrandissement.

Rapporteur : monsieur Marquet

La commune a été saisie par les responsables de l'entreprise Castel Chalets d'une demande d'agrandissement de leur parc résidentiel de loisirs situé sur la base de loisirs de Clarens.

Madame le Maire rappelle que l'entreprise est locataire d'une parcelle communale au bord du lac d'une superficie de 2 ha 32 a 60 ca, où elle commercialise 25 chalets pour l'hébergement touristique. Un bail emphytéotique a été signé à cet effet avec la commune le 14 mai 2003.

Pour faire face à une demande croissante et assurer son développement, l'entreprise souhaiterait s'agrandir sur l'arrière du site actuel, en faisant l'acquisition d'un terrain à détacher des parcelles cadastrées section E n° 12 et E n° 13 (cf plan). Elle y installerait de nouveaux chalets, sur une superficie comprise entre 10 000 et 15 000 m² restant à préciser en fonction de la topographie du terrain.

Les Domaines ont évalué la valeur du terrain à 10 euros par mètre carré, avec une marge d'appréciation de 15 %.

Considérant l'importance de cet équipement dans l'offre touristique locale, l'intérêt de ce projet pour l'attractivité de la base de loisirs et son absence d'impact visuel, Madame le Maire propose de réserver une suite favorable à cette demande.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis des Domaines,

Considérant la demande de Castel Chalets de pouvoir s'agrandir et assurer son développement,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- de céder à la société Castel Chalets, ou toute personne morale s'y substituant, un terrain compris entre 10 000 m² et 15 000 m², à détacher des parcelles cadastrées section E n° 12 et E n° 13,
- de fixer le prix de vente à 10 euros nets vendeur,
- de prévoir que les frais de géomètre et d'enregistrement seront à la charge de l'acquéreur,
- d'autoriser madame le Maire à signer tout document en vue de faire aboutir cette vente.

La délibération est soumise au vote et adoptée à la majorité avec deux abstentions (M. Remaut et M. Verweire)

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**SÉANCE DU 07 JUILLET 2021

Le sept juillet deux mille vingt-et-un à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 1^{er} juillet 2021, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, M. PAGA, M. LANZUTTI, Mme TAUZIN, M. DURRIEU, Mme TOUTAIN, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : Mme MONTIGNY-CAPES a donné pouvoir à Mme ARMELLINI, M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme GIRARD, Mme SAUX a donné pouvoir à M. MARQUET.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme ESQUERRA

Secrétaire de séance : Mme GIRARD.

Objet : N° 035/2021 -Décisions prises par délégation.

Rapporteur : monsieur Marquet

Conformément à l'article L. 2122-23 du code général des collectivités territoriales (CGCT), le Maire rend compte à chacune des réunions obligatoires du Conseil municipal des décisions prises en vertu de la délégation de pouvoir prévue à l'article L.2122-22 du CGCT et décidée par la délibération du 25 mai 2020.

1°) Marchés publics

- **Achat d'un fourgon Master DCI 135**

Entreprise EDENAUTO Marmande 02/02/2021

Montant 23 422 €

- **Réfection de la toiture de la Maison du Roy**

Entreprise LELOUP Casteljaloux 17/11/2020

Montant 47 531 €

- **Travaux d'étanchéité de la piscine**

Entreprise LASSUS Bouglon 15/02/2021

Montant 32 418 €

2°) Concessions dans le cimetière communal :

Parcelle dans cimetière :

Bénéficiaires : M. et Mme ESPAGNA Paul et Maryse

Durée : perpétuelle

Date : 08 Mars 2021

Bénéficiaire : Mme NADAL Claudette

Durée : perpétuelle

Date : 09 Mars 2021

Bénéficiaires : MM. BARBE Cédric et Mathieu

Durée : perpétuelle

Date : 16 Mars 2021

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal prend acte des décisions prises par délégation

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX

SÉANCE DU 07 JUILLET 2021

Le sept juillet deux mille vingt-et-un à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 1^{er} juillet 2021, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, M. PAGA, M. LANZUTTI, Mme TAUZIN, M. DURRIEU, Mme TOUTAIN, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : Mme MONTIGNY-CAPIES a donné pouvoir à Mme ARMELLINI, M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme GIRARD, Mme SAUX a donné pouvoir à M. MARQUET.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme ESQUERRA

Secrétaire de séance : Mme GIRARD.

Objet : N° 036/2021 - Constitution de servitudes de passage de réseau au bénéfice du Syndicat Eau 47.

Rapporteur : monsieur Doucet

Dans le cadre du projet d'extension du réseau d'eau public potable sur la commune, des travaux de mise en place de canalisations sur des parcelles communales sont prévus.

Il convient pour la commune de consentir une servitude de passage. Les parcelles concernées sont les suivantes :

Parcelle	Contenance en m ²	Linéaire estimatif en mètres
K634	208 878	649
K633	1 339	40
K630	103	5
K627	91	1
K629	7 912	37
K631	1 847	155
K569	190	2
K576	3 010	43
K593	15 423	207
K570	732	2

Madame le Maire propose d'accepter cette constitution de servitude et de valider les documents joints en annexe (contrat d'engagements réciproques et tracés prévisionnels).

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code civil,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- d'accepter la constitution des servitudes de passage de canalisations décrites au présent rapport,
- de valider le contrat d'engagements réciproques et les tracés joints en annexe,
- d'autoriser madame le Maire à signer ces documents et tous autres documents en vue d'appliquer cette décision.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité
Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO

DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX

SÉANCE DU 07 JUILLET 2021

Le sept juillet deux mille vingt-et-un à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 1^{er} juillet 2021, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, M. PAGA, M. LANZUTTI, Mme TAUZIN, M. DURRIEU, Mme TOUTAIN, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : Mme MONTIGNY-CAPIES a donné pouvoir à Mme ARMELLINI, M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme GIRARD, Mme SAUX a donné pouvoir à M. MARQUET.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme ESQUERRA

Secrétaire de séance : Mme GIRARD.

Objet : N° 037/2021 - Cession d'une partie d'espace vert jouxtant la rue de Belloc et la rue de la Cité des Fleurs.

Rapporteur : Monsieur Doucet

Monsieur LAGASSAN Stéphane a sollicité la Commune pour l'acquisition d'une partie de l'espace vert jouxtant sa propriété à l'angle de la rue de Belloc et de la Cité des Fleurs.

Ce projet de cession ne pourra se réaliser qu'après l'enquête publique d'usage précédant la désaffectation et l'aliénation de cette emprise.

Vu l'avis du service du Domaine, la partie à céder, d'une superficie d'environ 25 m², serait réalisée au prix de 16.50 euros le m².

Les frais liés à l'enquête publique (publication), aux géomètre et notaire seront à la charge de l'acquéreur.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

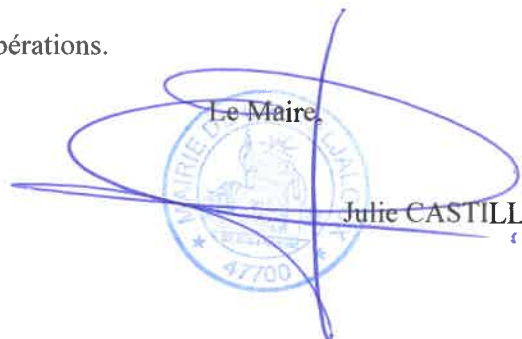
Vu le code de la voirie routière et notamment ses articles L.141-3 et R.141-4 à R.141-10,

Le Conseil municipal décide :

- d'entériner la proposition faite pour un prix de vente de 16.50 euros le m²,
- d'engager la procédure de désaffectation et d'aliénation de ce délaissé de voirie par l'enquête publique d'usage,
- et de mandater Madame le Maire pour suivre cette opération, sachant que le Conseil municipal sera saisi de nouveau après l'enquête publique pour la décision finale.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO

DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX

SÉANCE DU 07 JUILLET 2021

Le sept juillet deux mille vingt-et-un à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 1^{er} juillet 2021, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, M. PAGA, M. LANZUTTI, Mme TAUZIN, M. DURRIEU, Mme TOUTAIN, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : Mme MONTIGNY-CAPIES a donné pouvoir à Mme ARMELLINI, M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme GIRARD, Mme SAUX a donné pouvoir à M. MARQUET.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme ESQUERRA

Secrétaire de séance : Mme GIRARD.

Objet : N° 038/2021 - Acquisition à titre gratuit d'une bande de terrain au lieu-dit « Meynier ».

Rapporteur : Monsieur Doucet

Préalablement à la construction d'une maison à bâtir au lieu-dit « Meynier », l'indivision ANGLADE a sollicité la Commune pour définir l'alignement de sa propriété au droit du chemin rural.

Au vu du document de bornage joint en annexe, elle propose de céder à la Commune la bande de terrain, cadastrée section AR n° 147p, d'une contenance d'environ 200 m², relevant l'intérêt d'améliorer les conditions de circulation du chemin rural.

De surface modeste, devenant inconstructible de par sa nature et sa destination, l'indivision ANGLADE déclare faire abandon perpétuel à la Commune de cette partie de terrain, désormais terre vaine et vague au sens de l'article 1401 du Code Général des Impôts.

Les frais de géomètre seraient à la charge de la Commune.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu l'article L.112-1 et suivants du code de la voirie routière,
Considérant l'intérêt d'améliorer les conditions de circulation au lieu-dit « Meynier »,

Le Conseil municipal décide :

- d'accepter la cession gratuite du terrain, cadastré section AR n° 147p, d'une superficie d'environ 200 m², proposée par l'indivision ANGLADE,
- de l'incorporer au chemin communal,
- d'autoriser Madame le Maire à signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO

DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX

SÉANCE DU 07 JUILLET 2021

Le sept juillet deux mille vingt-et-un à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 1^{er} juillet 2021, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, M. PAGA, M. LANZUTTI, Mme TAUZIN, M. DURRIEU, Mme TOUTAIN, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : Mme MONTIGNY-CAPIES a donné pouvoir à Mme ARMELLINI, M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme GIRARD, Mme SAUX a donné pouvoir à M. MARQUET.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme ESQUERRA

Secrétaire de séance : Mme GIRARD.

Objet : N° 039/2021 - Défense Extérieure contre l'Incendie (DECI).

Rapporteur : Madame Castillo

La politique départementale pour les conditions de Défense Extérieure contre l'Incendie (DECI) rappelle et précise dans son règlement que le Maire doit s'assurer de l'existence, de la suffisance et de la disponibilité des ressources en eau de la lutte contre l'incendie, au regard des risques à défendre.

Le service de DECI est un service public. Le budget principal de la commune doit donc supporter la création, l'entretien, le renouvellement des points d'eau proprement dits (notamment les poteaux et autres bouches d'incendie).

L'absence de moyens de lutte dans l'environnement immédiat d'une future construction (en règle générale 400 voire 200 mètres selon certains cas) conduit les communes à refuser les autorisations d'urbanisme.

Aujourd'hui, plusieurs projets ont été réalisés et d'autres sont à venir Chemin du Bas Peyrama, quartier partiellement couvert par la DECI.

Aussi, pour pallier ce manquement, un nouveau poteau incendie pourraient être installé sur le réseau de distribution d'eau potable (voir plan joint).

Considérant l'intérêt que présente cette opération pour la commune en matière de DECI (constructions existantes et à venir),

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Le Conseil municipal décide :

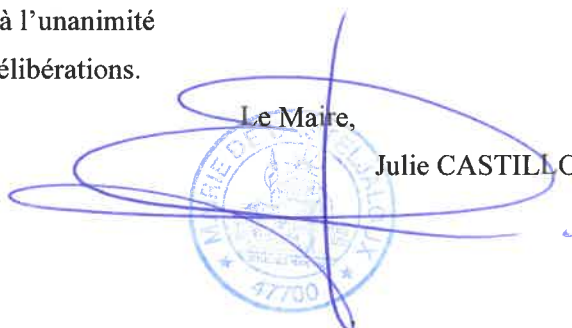
- d'approuver la pose d'un nouveau poteau incendie, chemin du Bas Peyrama, au plus tard le 31 décembre 2021,
- d'autoriser Madame le Maire à signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO



DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX

SÉANCE DU 07 JUILLET 2021

Le sept juillet deux mille vingt-et-un à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 1^{er} juillet 2021, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, M. PAGA, M. LANZUTTI, Mme TAUZIN, M. DURRIEU, Mme TOUTAIN, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : Mme MONTIGNY-CAPIES a donné pouvoir à Mme ARMELLINI, M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme GIRARD, Mme SAUX a donné pouvoir à M. MARQUET.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme ESQUERRA

Secrétaire de séance : Mme GIRARD.

Objet : N° 040/2021 - Adressage normalisé.

Rapporteur : monsieur Doucet

Il appartient au Conseil municipal de choisir, par délibération, le nom à donner aux rues et aux places publiques. La dénomination des voies communales, et principalement celles à caractère de rue ou de place publique, est laissée au libre choix du Conseil municipal dont la délibération est exécutoire par elle-même.

Le numérotage des habitations constitue une mesure de police générale que le maire peut prescrire en application de l'article L.2213-28 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il convient, pour faciliter le repérage, l'accès des services publics ou commerciaux, la localisation sur les GPS et pour le déploiement de la fibre optique, d'identifier clairement les adresses des immeubles et de procéder à leur numérotation.

Par délibérations en date des 20 septembre 2018, 26 septembre 2019 et 29 juin 2020, de nouvelles voies ont été créées, des voiries existantes numérotées ou renumérotées. Il convient aujourd'hui d'y apporter des ajouts ou des modifications.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2213-28, Considérant que le numérotage des habitations constitue une mesure de police générale que le Maire peut prescrire,

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Le Conseil municipal décide :

– la création de voies libellées et des numéros suivants :

- 170 - 505 – Allée de Pelehigue
- 575 - 615 - 645 - 700 - 820 – Chemin de Lauriole
- 360 – Chemin du Pres Daragne

AR Prefecture

047-214700528-20210707-2021_89-DE

Reçu le 09/07/2021

Publié le 09/07/2021

– la numérotation, la renumérotation ou le complément de voies existantes :

- 25 - 35 - 100 - 110 - 145 - 155 - 160 - 170 - 185 - 195 - 205 - 270 - 280 - 285 - 295 - 325 - 330 - 335 - 340 – Allée de Mangane
- 235 - 295 – Chemin de Dubrana
- 404 – Chemin de Gassac
- 445 - 455 - 596 – Chemin de la Hournère
- 260 - 660 – Chemin de Meynier
- 140 – 154 – Chemin de Morey
- 920 - 924 - 925 – Chemin du Bas Lanin
- 245 – Chemin du Bas Peyrama
- 45 A – Avenue de la Libération
- 790 – Route de Cocumont
- 20 - 695 - 2480 – Route de Saint Michel de Castelnau
- 9A - 9C – Rue de Biremons
- 380 – Rue des Chantiers de Jeunesse
- 29 - 29 A - 29 B – Rue des Ecureuils
- 70 – Rue du Haut Lanin
- 20 – Rue Jean Baptiste Marcet
- 20 D – Rue Jean Duthil
- 18 - 20 – Rue Saint Joseph
- 2A – Place de Kunheim

– la suppression de numéros de voies existantes :

- 19 Ter – Place Gambetta

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO

DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX

SÉANCE DU 07 JUILLET 2021

Le sept juillet deux mille vingt-et-un à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 1^{er} juillet 2021, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, M. PAGA, M. LANZUTTI, Mme TAUZIN, M. DURRIEU, Mme TOUTAIN, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : Mme MONTIGNY-CAPIES a donné pouvoir à Mme ARMELLINI, M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme GIRARD, Mme SAUX a donné pouvoir à M. MARQUET.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme ESQUERRA

Secrétaire de séance : Mme GIRARD.

Objet : N° 041/2021 -Incorporation d'une portion de terrain privé de la Z.I. de Belloc dans le domaine public routier.

Rapporteur : Monsieur DOUCET

Le détachement prochain de lots sur la zone industrielle de Belloc, nécessite d'incorporer dans le domaine public routier une bande de terrain en prolongement de la rue des Chantiers de Jeunesse.

L'emprise de 2 956 m² est définie conformément au plan de bornage ci-joint.

Pour procéder à son classement dans la voirie, la collectivité doit prendre une simple délibération.

Cette partie de terrain privé de la commune, qui sera ouverte à la circulation, remplit toutes les conditions pour être affectée au domaine public. Pour ce faire, le document de géomètre sera transmis au service de publicité foncière.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

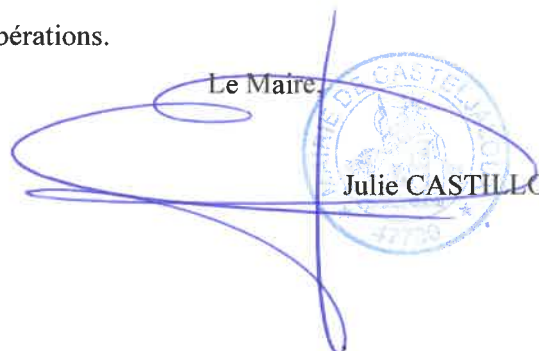
Considérant la nécessité de réaliser la desserte totale de la zone industrielle de Belloc,

Le Conseil municipal décide :

- d'intégrer la bande de terrain d'une superficie de 2 956 m² dans le domaine public routier de la rue des Chantiers de Jeunesse,
- d'inscrire cette portion de voie dans le tableau de classement de la voirie communale,
- d'autoriser Madame le Maire à prendre toutes les décisions et signer tous documents nécessaires à la réalisation de cette opération.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire

Julie CASTILLO

DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX

SÉANCE DU 07 JUILLET 2021

Le sept juillet deux mille vingt-et-un à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 1^{er} juillet 2021, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, M. PAGA, M. LANZUTTI, Mme TAUZIN, M. DURRIEU, Mme TOUTAIN, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : Mme MONTIGNY-CAPIES a donné pouvoir à Mme ARMELLINI, M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme GIRARD, Mme SAUX a donné pouvoir à M. MARQUET.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme ESQUERRA

Secrétaire de séance : Mme GIRARD.

Objet : N° 042/2021 - Demande de subvention exceptionnelle de l'association des Joyeux Retraités.

Rapporteur : madame Girard

La commune a été saisie par l'association des Joyeux Retraités d'une demande de subvention exceptionnelle de 500€ pour soutenir la trésorerie de l'association, laquelle a pâti de la suppression des manifestations durant la crise sanitaire.

Considérant l'important travail d'animation réalisé par cette association auprès des seniors, Madame le Maire propose d'y réserver une suite favorable.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide d'attribuer à l'association des Joyeux Retraités une subvention exceptionnelle de 500€.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX

SÉANCE DU 07 JUILLET 2021

Le sept juillet deux mille vingt-et-un à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 1^{er} juillet 2021, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, M. PAGA, M. LANZUTTI, Mme TAUZIN, M. DURRIEU, Mme TOUTAIN, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : Mme MONTIGNY-CAPES a donné pouvoir à Mme ARMELLINI, M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme GIRARD, Mme SAUX a donné pouvoir à M. MARQUET.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme ESQUERRA

Secrétaire de séance : Mme GIRARD.

Objet : N° 043/2021 - Demande de subvention exceptionnelle de l'association du cyclo-sport casteljalousain.

Rapporteur : monsieur Ducasse

La commune a été saisie par l'association du cyclo-sport casteljalousain d'une demande de subvention exceptionnelle de 4 000 euros pour l'acquisition d'un véhicule de club équipé de 7 vélos.

Ce véhicule est destiné à un usage spécifique de la pratique du cyclisme de compétition. Il sert à l'encadrement et à la sécurisation des entraînements sur route, de véhicule suiveur des courses à étapes sur les compétitions sur route et de véhicule d'assistance sur les organisations officielles du club (ex : coupe de France).

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Charges (en euros)		Produits (en euros)	
- Véhicule neuf	19 462	- Ressources propres	5 670
- Galerie sur mesure	2 466	- Conseil départemental	7 500
- Stickers club	154	- Commune	4 000
- Stickers Conseil départemental	64	- Communauté de communes	976
		- Autre	2 000
		- Vente véhicule ancien	2 000
TOTAL	22 146	TOTAL	22 146

Considérant l'implication de l'association dans la vie sportive locale, Madame le Maire propose de réserver une suite favorable à cette demande.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- d'attribuer au cyclo-sport casteljalousain, une subvention exceptionnelle de 4 000 euros pour l'acquisition d'un véhicule de club équipé de 7 vélos.
- d'autoriser madame le Maire à signer tous documents afférents.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO

DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX

SÉANCE DU 07 JUILLET 2021

Le sept juillet deux mille vingt-et-un à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 1^{er} juillet 2021, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, M. PAGA, M. LANZUTTI, Mme TAUZIN, M. DURRIEU, Mme TOUTAIN, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : Mme MONTIGNY-CAPIES a donné pouvoir à Mme ARMELLINI, M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme GIRARD, Mme SAUX a donné pouvoir à M. MARQUET.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme ESQUERRA

Secrétaire de séance : Mme GIRARD.

Objet : N° 044/2021 - Demande de subvention exceptionnelle de l'association des Coursayres.

Rapporteur : monsieur Ducasse

La commune a été saisie par l'association des Coursayres d'une demande de subvention de 1 500 euros pour l'organisation d'un concours de raseteurs au cours de l'été 2021.

La manifestation aura lieu dans les arènes montées sur la zone de la Bartère. L'association ne peut seule organiser cette manifestation et sollicite l'aide de la commune.

Considérant l'attractivité que représente une telle manifestation au cœur de la saison estivale pour les habitants et les estivants, Madame le Maire propose d'y réserver une suite favorable.

Madame le Maire propose de limiter la subvention à 1 000 euros.


Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide d'attribuer à l'association des Coursayres une subvention exceptionnelle de 1 000 euros pour l'organisation d'un spectacle de raseteurs.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**SÉANCE DU 07 JUILLET 2021

Le sept juillet deux mille vingt-et-un à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 1^{er} juillet 2021, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, M. PAGA, M. LANZUTTI, Mme TAUZIN, M. DURRIEU, Mme TOUTAIN, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : Mme MONTIGNY-CAPIES a donné pouvoir à Mme ARMELLINI, M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme GIRARD, Mme SAUX a donné pouvoir à M. MARQUET.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme ESQUERRA

Secrétaire de séance : Mme GIRARD.

Objet : N° 045/2021 - Projet de conventionnement de partenariat "Socle numérique pour les écoles élémentaires ».

Rapporteur : madame Da Costa Freitas

Dans le cadre du "Plan de relance - Continuité pédagogique", le ministère de l'Education nationale, de la jeunesse et des sports, a lancé un appel à projets visant à soutenir la généralisation du numérique éducatif pour l'ensemble des écoles élémentaires et primaires (cycles 2 & 3) qui n'ont pas atteint le socle numérique de base.

L'objectif de cet appel à projets est de réduire les inégalités scolaires et de lutter contre la fracture numérique. Son ambition est d'appuyer la transformation numérique des écoles, en favorisant la constitution de projets fondés sur trois volets essentiels :

- l'équipement des écoles d'un socle numérique de base en termes de matériels et de réseaux informatiques,
- les services et ressources numériques,
- l'accompagnement à la prise en main des matériels, des services et des ressources numériques.

L'aide de l'État est comprise entre 50% et 70% selon la nature de la dépense et le montant engagé par la collectivité. La municipalité de Casteljaloux a décidé de répondre à cet appel à projets et a été retenue.

A la suite, il est proposé d'autoriser madame le Maire à signer la convention de financement à venir, laquelle permettra de bénéficier de ces subventions (70% sur le matériel et 50% sur les ressources numériques). Le montant total des dépenses prévisionnelles s'élève à 18 500 euros et les subventions attendues s'élèvent à 12 190 euros.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le "Plan de relance - Continuité pédagogique",

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide d'autoriser madame le Maire à signer la convention de partenariat "Socle numérique pour les écoles élémentaires", dans le cadre du "Plan de relance - Continuité pédagogique" initié par le ministère de l'Education nationale, de la jeunesse et des sports.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO

DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUXSÉANCE DU 07 JUILLET 2021

Le sept juillet deux mille vingt-et-un à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 1^{er} juillet 2021, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, M. PAGA, M. LANZUTTI, Mme TAUZIN, M. DURRIEU, Mme TOUTAIN, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : Mme MONTIGNY-CAPIES a donné pouvoir à Mme ARMELLINI, M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme GIRARD, Mme SAUX a donné pouvoir à M. MARQUET.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme ESQUERRA

Secrétaire de séance : Mme GIRARD.

Objet : N° 046/2021 - Candidature au marché d'achat d'électricité Candidature au marché d'achat d'électricité proposé par le groupement de commandes pour « l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique ».

Rapporteur : monsieur Lafargue

La commune est adhérente au syndicat Territoire d'Énergie Lot-et-Garonne (TE 47), qui est l'autorité organisatrice du service public de distribution de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire du département.

Selon les articles 63 et 64 de la loi relative à l'énergie et au climat du 8 novembre 2019, seuls les consommateurs non-domestiques (dont les collectivités et EPCI) embauchant moins de 10 salariés et dont les recettes n'excèdent pas deux millions d'euros, peuvent encore souscrire une offre de fourniture d'électricité au tarif réglementé de vente à compter du 1^{er} janvier 2021.

Les personnes publiques ne faisant pas partie de cet ensemble de consommateurs peuvent bénéficier des offres de marché mais doivent recourir aux procédures prévues par la réglementation régissant la commande publique afin de sélectionner leurs prestataires, ainsi que le rappellent les articles L. 331-4 du Code de l'énergie.

Dans ce sens, les Syndicats d'Energies de la Nouvelle-Aquitaine se sont unis pour proposer un nouveau groupement de commande à l'échelle de la nouvelle région, qui permet d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence, qui assure une maîtrise des consommations d'énergie et renforce la protection de l'environnement dans le respect du développement durable, groupement auquel le Conseil municipal a décidé de faire adhérer la commune.

L'adhésion est gratuite pour les collectivités adhérentes et les frais inhérents à son fonctionnement ne courent que dès l'instant où celles-ci décident d'être partie prenante d'un marché d'achat d'énergies lancé par le groupement.

Il est précisé que le retrait du groupement est libre mais ne peut prendre effet qu'à l'expiration des accords-cadres et marchés en cours dont la commune sera partie prenante.

Madame le Maire propose de renouveler notre adhésion au groupement de commande et d'adopter la délibération suivante :

Vu la directive européenne n°2009/72/CE du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur d'électricité,
Vu la directive européenne n°2009/73/CE du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel,
Vu le Code de l'Energie,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de la Commande Publique, notamment ses articles L2113-6 et L.2116-7,
Considérant que la commune est adhérente au groupement de commandes pour l'achat d'énergies, de travaux/fournitures/services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique fondé par les Syndicats d'Energies de la région Nouvelle-Aquitaine,
Considérant que la commune a des besoins en matière d'achat d'énergie, de fourniture et de service en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique,
Considérant que la mutualisation peut permettre d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence et a fortiori d'obtenir des meilleurs prix,
Considérant que le SDEEG (Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde) est le coordonnateur du groupement,
Considérant que la commune membre du groupement ne s'acquitte des frais inhérents au fonctionnement que si elle devient partie prenante aux marchés passés par le coordonnateur,
Considérant que pour satisfaire ces besoins sur des bases de prix compétitif, il sera passé des marchés ou des accords-cadres,
Considérant que la Commission d'Appel d'Offres chargée de l'attribution des marchés et accords-cadres sera celle du coordonnateur,
Considérant que Territoire d'Energie Lot-et-Garonne sera le référent de la commune quant au fonctionnement du groupement, le Syndicat devant assister les collectivités membres de son territoire et centraliser leurs besoins auprès du groupement,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- de faire acte de candidature au marché d'achat d'électricité proposé par le groupement de commandes pour « l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique »,
- de donner mandat à Territoire d'Energie Lot-et-Garonne afin de solliciter, en tant que de besoin, auprès des gestionnaires de réseaux et des fournisseurs d'énergies, l'ensemble des informations relatives aux différents points de livraison que la Commune décide d'intégrer dans ce marché public,
- d'approuver la participation financière aux frais de fonctionnement du groupement conformément à l'article 9 de la convention constitutive et d'imputer ces dépenses sur le budget de l'exercice correspondant,
- de donner mandat au Président du Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde (SDEEG) pour signer et notifier les marchés ou accords-cadres dont la commune sera partie prenante,
- de s'engager à exécuter, avec la ou les entreprises retenue(s), les marchés, accords-cadres ou marchés subséquents dont la commune est partie prenante,
- de s'engager à régler les sommes dues au titre des marchés, accords-cadres et marchés subséquents dont la commune est partie prenante et à les inscrire préalablement au budget,
- de donner mandat à madame le Maire pour signer tout document afférent à ce dossier.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**

SÉANCE DU 07 JUILLET 2021

Le sept juillet deux mille vingt-et-un à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 1^{er} juillet 2021, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, M. PAGA, M. LANZUTTI, Mme TAUZIN, M. DURRIEU, Mme TOUTAIN, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : Mme MONTIGNY-CAPES a donné pouvoir à Mme ARMELLINI, M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme GIRARD, Mme SAUX a donné pouvoir à M. MARQUET.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme ESQUERRA

Secrétaire de séance : Mme GIRARD.

Objet : N° 047/2021 - Candidature au marché d'achat de gaz proposé par le groupement de commandes pour « l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique ».

Rapporteur : monsieur Lafargue

La commune est adhérente à Territoire d'Énergie Lot-et-Garonne (TE 47), qui est l'autorité organisatrice du service public de distribution de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire du département.

Aujourd'hui, conformément aux articles L. 331-1 et L. 441-1 du Code de l'Energie, l'ensemble des consommateurs d'électricité et de gaz naturel peut choisir un fournisseur sur le marché et s'affranchir ainsi du tarif réglementé de vente proposé par les opérateurs historiques.

Les articles 63 et 64 de la loi relative à l'énergie et au climat du 8 novembre 2019 fixent la fin du tarif réglementé de vente du gaz naturel à compter du 1^{er} décembre 2020 pour les consommateurs non-domestiques.

Les personnes publiques, faisant partie de cet ensemble de consommateurs, peuvent bénéficier des offres de marché mais doivent recourir aux procédures prévues par la réglementation régissant la commande publique afin de sélectionner leurs prestataires, ainsi que le rappelle l'article L.441-5 du Code de l'Energie.

Dans ce sens, les Syndicats d'Energies de la Nouvelle-Aquitaine se sont unis pour proposer un nouveau groupement de commande à l'échelle de la nouvelle région, qui permet d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence, qui assure une maîtrise des consommations d'énergie et renforce la protection de l'environnement dans le respect du développement durable, groupement auquel le Conseil municipal a décidé de faire adhérer la commune.

L'adhésion est gratuite pour les collectivités adhérentes et les frais inhérents à son fonctionnement ne courent que dès l'instant où celles-ci décident d'être partie prenante d'un marché d'achat d'énergies lancé par le groupement.

Le retrait du groupement est libre mais ne peut prendre effet qu'à l'expiration des accords-cadres et marchés en cours dont la commune sera partie prenante.

Madame le Maire propose de renouveler notre participation et d'adopter la délibération suivante :

Vu la directive européenne n°2009/73/CE du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel,

Vu le Code de l'Energie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande Publique, notamment ses articles L2113-6 et L.2116-7,

Considérant que la commune est adhérente au groupement de commandes pour l'achat d'énergies, de travaux/fournitures/services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique fondé par les Syndicats d'Energies de la région Nouvelle-Aquitaine,

Considérant que la commune a des besoins en matière d'achat d'énergie, de fourniture et de service en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique,

Considérant que la mutualisation peut permettre d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence et a fortiori d'obtenir des meilleurs prix,

Considérant que le SDEEG (Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde) est le coordonnateur du groupement,

Considérant que la commune membre du groupement ne s'acquitte des frais inhérents au fonctionnement que si elle devient partie prenante aux marchés passés par le coordonnateur,

Considérant que pour satisfaire ces besoins sur des bases de prix compétitif, il sera passé des marchés ou des accords-cadres,

Considérant que la Commission d'Appel d'Offres chargée de l'attribution des marchés et accords-cadres sera celle du coordonnateur,

Considérant que Territoire d'Energie Lot-et-Garonne sera le référent de la commune quant au fonctionnement du groupement, le Syndicat devant assister les collectivités membres de son territoire et centraliser leurs besoins auprès du groupement,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- de faire acte de candidature au marché d'achat de gaz naturel proposé par le groupement de commandes pour « l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique »,
- de donner mandat à Territoire d'Energie Lot-et-Garonne afin de solliciter, en tant que de besoin, auprès des gestionnaires de réseaux et des fournisseurs d'énergies, l'ensemble des informations relatives aux différents points de livraison que la Commune décide d'intégrer dans ce marché public,
- d'approuver la participation financière aux frais de fonctionnement du groupement conformément à l'article 9 de la convention constitutive et d'imputer ces dépenses sur le budget de l'exercice correspondant,
- de donner mandat au Président du Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde (SDEEG) pour signer et notifier les marchés ou accords-cadres dont la commune sera partie prenante,
- de s'engager à exécuter, avec la ou les entreprises retenue(s), les marchés, accords-cadres ou marchés subséquents dont la commune est partie prenante,
- de s'engager à régler les sommes dues au titre des marchés, accords-cadres et marchés subséquents dont la commune est partie prenante et à les inscrire préalablement au budget,
- de donner mandat à madame le Maire pour signer tout document afférent à ce dossier.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**

SÉANCE DU 07 JUILLET 2021

Le sept juillet deux mille vingt-et-un à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 1^{er} juillet 2021, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, M. PAGA, M. LANZUTTI, Mme TAUZIN, M. DURRIEU, Mme TOUTAIN, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : Mme MONTIGNY-CAPIES a donné pouvoir à Mme ARMELLINI, M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme GIRARD, Mme SAUX a donné pouvoir à M. MARQUET.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme ESQUERRA

Secrétaire de séance : Mme GIRARD.

Objet : N° 048/2021 - Modification des statuts de la communauté de communes : ajout de la compétence création et gestion de maisons de service au public.

Rapporteur : madame Castillo

Le Conseil de la communauté de communes des Coteaux et Landes de Gascogne, lors de sa séance du 25 mai 2021, a procédé à la modification statutaire suivante :

- Ajout de la compétence suivante :

« 6° Création et gestion de maisons de services au public et définition des obligations de service public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. »

Ces maisons de services au public ont été initiées et sont financées par l'Etat, afin que les habitants puissent dans un même lieu être accompagnés dans leurs démarches administratives : emploi, retraite, famille, social, santé, logement, fiscalité, etc.

Conformément à l'article L.5211-17 du code général des collectivités territoriales, les collectivités membres de la communauté de communes sont appelées à donner leur avis sur ce projet.

Considérant l'intérêt de ce projet pour la population du territoire, Madame le Maire propose d'y réserver un avis favorable.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2021/033 du 25 mai 2021,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- d'approuver la modification des statuts de la communauté de communes comme suit :

o Ajout de la compétence : « 6° Création et gestion de maisons de services au public et définition des obligations de service public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. »

- de donner pouvoir à madame le Maire pour prendre toute mesure d'exécution liée à la mise en œuvre de la présente délibération.

PRÉCISE que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de BORDEAUX dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**

SÉANCE DU 07 JUILLET 2021

Le sept juillet deux mille vingt-et-un à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 1^{er} juillet 2021, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, M. PAGA, M. LANZUTTI, Mme TAUZIN, M. DURRIEU, Mme TOUTAIN, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : Mme MONTIGNY-CAPES a donné pouvoir à Mme ARMELLINI, M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme GIRARD, Mme SAUX a donné pouvoir à M. MARQUET.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme ESQUERRA

Secrétaire de séance : Mme GIRARD.

Objet : N° 049/2021 - Création de postes suite aux avancements de grade du personnel communal pour l'année 2021.

Rapporteur: madame Castillo

Madame le Maire rappelle que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services et le tableau des emplois pour permettre les avancements de grade, les promotions internes ou les stagiairisations. En cas de suppression d'emplois, la décision est soumise à l'avis préalable du comité technique.

Afin de pouvoir assurer l'avancement de grade de plusieurs agents municipaux, Madame le Maire propose de procéder à l'ouverture des emplois correspondants.

Madame le Maire précise que ces créations de poste ne déboucheront sur aucun recrutement nouveau.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- de créer un emploi de la filière administrative à temps non complet (23 h 30), dans le cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux au grade d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe,
- de constater que l'effectif actuel du grade est de 7 et que l'effectif nouveau sera de 8.
- de créer un emploi de la filière animation à temps complet, dans le cadre d'emploi des animateurs territoriaux au grade d'animateur principal de 1^{ère} classe,
- de constater que l'effectif actuel du grade est de 0 et que l'effectif nouveau sera de 1.
- de créer deux emplois de la filière technique à temps complet, dans le cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux au grade d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe,
- de constater que l'effectif actuel du grade est de 11 et que l'effectif nouveau sera de 13.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO

